

Mali – Géopolitique et Stratégie – juin 2021



1. Éléments de géopolitique

Contexte général

Pays essentiellement rural, enclavé dans le Sahel, le Mali présente, par sa situation géographique, de grandes inégalités. Il fait partie des 48 pays les moins avancés (PMA) sur le plan du développement socio-économique.

Sa population de près de 20 000 000h, connaît une explosion démographique, et une croissance spectaculaire des arrivées sur le marché de l'emploi.

On y parle majoritairement les langues nationales (une quinzaine) même si le français est la langue officielle.

Contexte politique

Le Mali a traversé au cours de l'année 2020 **d'importantes perturbations politiques** après la réélection du Président Ibrahim Boubakar Keita. Une explosion de manifestations auxquelles la jeunesse et les femmes ont pris une part active s'est conclue par un coup d'Etat militaire au mois d'août. Il s'en est suivi un embargo de la part de la CEDEAO.

Un gouvernement de transition s'est engagé à rendre le pouvoir aux civils au printemps 2022.



La situation sécuritaire demeure extrêmement préoccupante au Mali et plus particulièrement dans les régions du centre et du nord. L'instabilité politique empêche la bonne application de l'accord d'Alger, censé apporter la paix dans la région. Les conflits entre groupes armés radicaux, l'instrumentalisation des conflits ethniques, les attaques djihadistes, ont entraîné, depuis 2018, de nombreux massacres dans le centre du Pays, des déplacements importants de population et la fermeture de nombreuses écoles dans certaines régions.

Les zones de conflit, contenues dans la zone désertique du Nord par la force Barkhane se déplacent vers la zone frontalière de trois pays : Burkina Faso et Niger, plus à l'Est, faisant apparaître de nouveaux fronts dans le conflit armé. **Les zones d'extrême insécurité** s'étendent maintenant à la majorité du territoire, englobant les régions de Kayes à l'Ouest et Sikasso au Sud. La 5^{ème} région est particulièrement visée avec des actes terroristes permanents (attentats dans les villages, enlèvements...)

L'attitude de la France est jugée ambiguë. Après la libération de Sophie Pétronin, dernier otage français, en octobre 2020, un journaliste français vient d'être capturé à Gao (mai 2021).

Situation économique

Malgré l'instabilité politique et sécuritaire, **la croissance de l'économie se poursuit**, avec une augmentation du PIB réel estimée à 5.7 % en 2022 (malgré une baisse à 4 % en 2020 à cause de la pandémie). Cette croissance est portée principalement par l'agriculture (le coton en particulier) et les services (activités financières et commerce).

Très sensibles aux aléas climatiques et particulièrement touchées par le réchauffement, plusieurs régions risquent actuellement des pénuries alimentaires.

Le Mali est largement **dépendant de l'aide publique au développement** : 1 milliard de dollars US pour des résultats peu évidents. La diaspora malienne contribue également au PIB national.

Le taux de chômage, de l'ordre de 21.5 %, reste très élevé, particulièrement chez les jeunes et plus encore chez les jeunes femmes.

La persistance de l'insécurité a eu pour effet de paralyser des pans entiers de l'économie : artisanat, tourisme... sources importantes de revenus au Nord (Tombouctou) et au Centre (Pays Dogon). La pandémie a contribué à paupériser les personnes les plus pauvres. Mais en termes de gravité de problèmes, elle passe bien après l'insécurité.

2. Stratégie et place du GREF

Instabilité politique, insécurité (pression sur les parents, fermetures d'écoles, désertion des enseignants), extrême pauvreté, populations déplacées, mettent l'école malienne devant des défis difficiles à surmonter.

Les atouts de l'éducation malienne

Les services de l'Etat, au plan national ou local – les collectivités territoriales et locales - restent mobilisés pour soutenir l'école. La société civile perçoit toujours l'école comme un moyen d'intégration des jeunes, même si l'enseignement public tient de moins en moins ce rôle.

Les contraintes

La mauvaise qualité des infrastructures (en général et situation particulièrement sensible pour les filles)

La mauvaise qualité de l'enseignement :

- Qualification des maîtres insuffisante, voire totalement absente en éducation de base.
- Taux d'achèvement (surtout chez les filles) faible
- Manque d'organisation et de structures pour la formation professionnelle

Dans ces conditions, quelle stratégie pour le GREF ?

Compte tenu de la situation politique et sécuritaire du Mali, il est difficile de se rendre et de se déplacer dans le pays. Aussi, les actions du GREF sont-elles appuyées sur place par le délégué permanent de France Volontaires.

Objectif global : appuyer la société civile dans son ambition de favoriser une meilleure insertion sociale, économique et politique des jeunes : appuyer l'acquisition des connaissances de base, la scolarisation et l'efficacité de l'enseignement fondamental, notamment le développement des structures de Petite enfance.

Les moyens, les projets en cours :

- **Le travail en réseau** qui s'est développé par internet pendant la pandémie : un collectif « informel » d'acteurs de la société civile, d'élus et de représentants des services de l'Etat, issus de plusieurs régions du Mali s'est constitué spontanément en décembre 2019, avec le GREF et France Volontaires. Le but est de créer une synergie entre les projets. Il se réunit mensuellement sur zoom pour réfléchir et agir ensemble, vers une meilleure qualité de l'enseignement.
- **Le projet de développement local de la commune de Loulouni** se concrétise par deux actions :
 - La correspondance scolaire sur le thème de la citoyenneté entre des classes de 8^{ème} année à Loulouni et 5^{ème} de collège près de Toulouse, organisée avec l'aide du département de Haute Garonne.
 - L'électrification par des panneaux photovoltaïques de la bibliothèque, appelée à devenir « maison pour tous » dans le cadre du projet « Energie pour l'Afrique », ce qui va amener les acteurs à travailler avec deux pays voisins le Sénégal et le Burkina Faso.